

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1663

Artikel: Ne pas perdre le nord
Autor: Faes, Carole
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013695>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ne pas perdre le nord

Depuis le moyen-âge, Bâle s'est développée en miroir de part et d'autre du Rhin. Kleinbasel, côté allemand, et Grossbasel, côté gare CFF, sont les deux centres jumeaux reliés par la Rheinbrücke. Depuis, ils se sont étendus et ont connu des histoires différentes, mais ils marquent toujours de leur double figure l'identité de la ville.

A en croire la récente exposition *Stadtenwicklung Basel Nord* organisée par le Département des travaux au mois de septembre de cette année, cet équilibre dual doit pourtant être remis en question. La cité rhénane du XXI^e siècle se développera vers le nord. Vers le Dreiländereck, réservé jusqu'alors aux touristes heureux de se faire photographier à l'endroit exact où se croisent les frontières suisse, allemande et française. Si aujourd'hui «Basel Nord» existe dans l'esprit de quelques planificateurs, cet espace présente encore tous les déficits des zones frontalières.

Les services contre la mauvaise réputation

Dès le début de l'industrialisation, il a accueilli les usines de l'industrie chimique, les abattoirs, les ports marchands et les infrastructures routières. Ces usages peu enviés en ont fait un no man's land coupé du monde et regroupant les quartiers peu fréquentables. Mais les temps changent. La tertiarisation aidant, la reconversion des sites industriels offre une opportunité au «raccourci» urbain. L'exposition tenue en septembre contribue à transformer l'image de ce vaste périmètre et à en façonner la future identité. A travers les interviews de politiciens, d'ingénieurs, d'architectes et d'urbanistes mais également d'habitants et d'investisseurs, elle présente les projets d'aménagement qui s'y réalisent ou y sont prévus. Bien que limités au sol helvétique ils attestent d'un enviable dynamisme dû à la manière volontariste du gouvernement de négocier et de chercher des partenaires dans les différentes opérations.

Le Campus de Novartis a ainsi fait l'objet d'un accord où Bâle obtient, en échange de la vente du port de St-Johann à l'entreprise pharmaceutique, la création d'une promenade publique au bord du Rhin. Les gains réalisés serviront à dédommager les sociétés actives dans le port. Dans le même secteur, l'ouverture du raccordement autoroutier A2 sera accompagnée d'un projet interdépartemental de revalorisation du quartier de St-Johann particulièrement touché par les travaux. Sur l'autre rive, sur les 1200 mètres carrés de friches du site Erlennatt de la gare allemande, la réalisation d'un nouveau quartier devrait débuter à la fin de cette année. Plus loin dans le futur, la transformation des ports de l'agglomération trinationale fait également l'objet d'études passionnantes. Le RER passera par le quartier de St-Johann, par la douane de Huningue ou peut-être même sur le sol alsacien. Gageons que la prochaine expo sera transfrontalière!

cf

Le catalogue de l'exposition est édité par le Baudepartement Basel-Stadt.

Prochainement, Domaine Public va lancer un nouveau site Internet. Consacré aux débats d'idées à gauche, il fera la part belle à l'interactivité. Forums, dossiers thématiques, ainsi que le journal en ligne, entendent enrichir la réflexion sur les sujets politiques, économiques, sociaux et culturels d'actualité.

Afin de rythmer le compte-à-rebours jusqu'au jour fatidique, DP revient sur quelques dossiers suivis pendant quarante-deux ans d'existence. Il s'agit d'en sonder la trajectoire à la lumière des temps présents.

La nouvelle gestion publique

Il y a onze ans, *Domaine Public* publiait un tiré à part revu et augmenté d'une dizaine d'articles parus dans ses colonnes entre avril et juin 1994, inspirés d'un classique américain de la gestion publique*. Deux soirées-débat à Genève et Lausanne contribuèrent à lancer le débat sur la réforme de l'administration publique en Suisse romande.

Améliorer l'efficacité des interventions de l'Etat, mieux les adapter aux besoins des usagers, favoriser la participation et l'autonomie de ces derniers, fixer des objectifs et simplifier les procédures, évaluer les résultats, telles étaient les lignes de force de l'ouvrage d'Osborne et Gaebler**.

Si l'on excepte le Valais, ces idées n'ont pas trouvé un terrain favorable en Suisse romande. Par contre plusieurs cantons et villes alémaniques ont adapté ce modèle, parfois avec un perfectionnisme très helvétique qui en a étouffé le dynamisme potentiel.

Or ce modèle n'a rien perdu de son intérêt. Malgré de nombreux exercices d'économies, les budgets de presque tous les cantons romands restent désespérément dans le rouge. La droite, butée, persiste à croire que baisses d'impôts, déréglementation et coupes linéaires vont per-

mettre de sortir de l'impasse financière. Quant à la gauche, sur la défensive, elle voit dans toute réforme de l'administration une tentative néolibérale de démantèlement de l'Etat; elle persiste à mesurer les prestations publiques à l'aune des montants dépensés et des effectifs engagés, sans se poser de questions sur la qualité des résultats obtenus, sur leur adéquation à ses idéaux de justice, de solidarité et de liberté.

Pourtant les administrations recèlent un gisement important d'efficacité et d'innovations. Encore faut-il libérer les énergies en leur sein plutôt que de cristalliser le débat sur le statut de la fonction publique! Encore faut-il que les organisations syndicales s'extirpent de leur conservatisme et se décident à conjuguer défense de leurs membres et amélioration des prestations!

Pour *DP*, le dossier reste d'actualité. Il accompagne toute réflexion sur la redéfinition du service public. *jd*

*Quand l'esprit d'entreprise vient à l'Etat. Pour une réforme du service public, septembre 1994.

**David Osborne, Ted Gaebler, *How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*, New York, 1993.